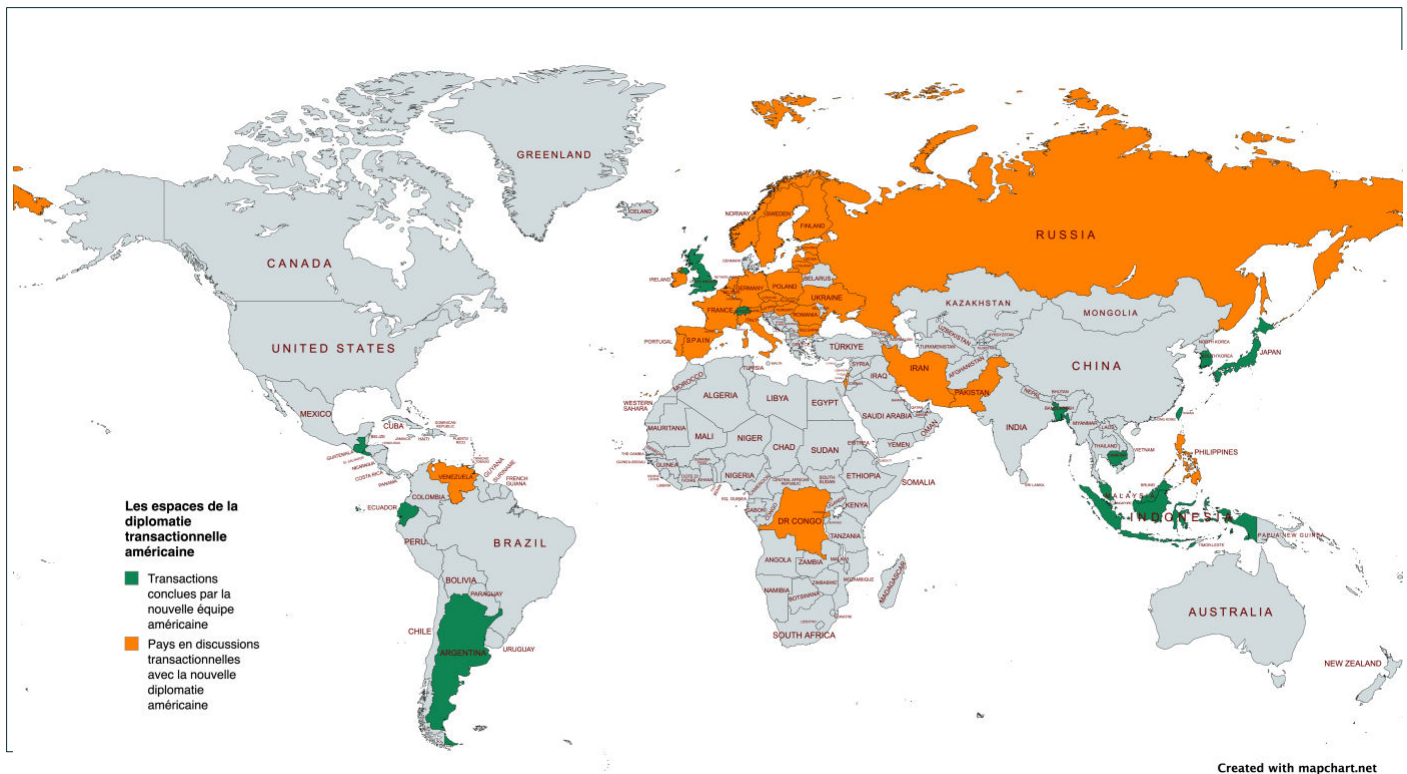


La chaire décrypte :

Les métamorphoses de la diplomatie américaine



Depuis le retour de Donald Trump à la présidence, la politique étrangère des États-Unis a connu une transformation profonde, marquée par l'adoption systématique d'une approche transactionnelle. Avec elle, les relations internationales se réduisent à de simples négociations commerciales - chaque interaction devant générer un gain concret, immédiat et mesurable pour les intérêts américains. Cette révolution est intimement liée au déclassement d'une puissance ne pouvant plus se payer le luxe de se réduire davantage au risque de discréditer sa monnaie. La dissolution de la diplomatie dans le commerce – victoire ultime de l'esprit mercantile - constitue ainsi une révolution politique de premier ordre, elle va en outre modifier dans la durée le rapport des élites américaines au droit international et à l'histoire diplomatique.

Une diplomatie multilatérale, directe et conjoncturelle

Les caractéristiques principales de la diplomatie transactionnelle émergent clairement en 2026. Premièrement, elle est hautement personnalisée et centralisée autour du président et d'un cercle restreint d'émissaires de confiance, plutôt que d'institutions traditionnelles comme le *Département d'État* ou le *National Security Council*. Des figures comme Steve Witkoff (ami de longue date de Trump dans l'immobilier) et Jared Kushner (gendre du président) incarnent cette évolution : en février 2026, ils ont conduit des négociations simultanées à Genève sur l'Iran et l'Ukraine, contournant les diplomates de carrière. Cette « diplomatie sans diplomates » privilégie la flexibilité et la rapidité des accords bilatéraux, au détriment de processus institutionnels longs et multilatéraux. Deuxièmement, l'approche repose sur un principe « pay-to-play » explicite : les engagements américains – aide militaire, accès au marché, protection sécuritaire – sont conditionnés à des contreparties directes.

Trump lie l'aide à l'Ukraine à l'accès aux terres rares ukrainiennes, exige des hausses massives de dépenses de défense chez les alliés de l'OTAN, et utilise les tarifs douaniers comme levier coercitif principal contre la Chine, l'Union européenne, le Canada et le Mexique. Des accords massifs bilatéraux illustrent cette logique. Troisièmement, cette diplomatie mélange habilement incitations et coercition.

Une révolution politique et culturelle

Donald Trump ne cherche pas à réformer l'ordre libéral, mais à l'abandonner au profit d'un exercice décomplexé de la puissance unilatérale. Cette posture traite la puissance américaine non plus comme un bien public global, mais comme un actif à monnayer. Elle érode la crédibilité des alliances traditionnelles et augmente les risques d'escalade accidentelle en l'absence de garde-fous institutionnels. Cette nouvelle diplomatie permet des accords rapides, même s'ils sont plus fragiles qu'auparavant. Ces règlements, qui dépendent de la parole personnelle de Trump plutôt que de conventions durables, génèrent une instabilité chronique. Historiquement, les États-Unis se sont positionnés comme les architectes et garants de l'ordre international. Ce récit les présentait comme une nation indispensable défendant des principes universels. En 2026, cette vision s'est inversée. Le droit international n'est plus un cadre légitime contraignant Washington, mais un ensemble de règles que les États-Unis appliquent ou non selon leur intérêt national. La souveraineté nationale absolue prime sur toute norme collective. L'irruption de la diplomatie transactionnelle n'est pas un phénomène nouveau. Elle surgit régulièrement quand un système diplomatique normé est affaibli, ou en crise de légitimité. L'on se souvient que les nomades des steppes eurasiatiques - notamment les Mongols sous Gengis Khan - avaient souvent une approche transactionnelle dans leurs interactions avec les grands empires centralisés sédentaires. Plus récemment, le système normalisé du Concert européen (1815-1860) issu du Congrès de Vienne fut subverti par Bismarck qui se lança dans une diplomatie ultra-transactionnelle et opportuniste.

En conclusion, la diplomatie transactionnelle de M. Trump ne se contente pas de marquer une rupture avec l'ordre libéral. Elle accélère un processus plus profond de réaffirmation de la souveraineté nationale absolue comme principe cardinal des relations internationales. En réduisant les alliances à des contrats bilatéraux conditionnels, en conditionnant l'engagement américain à des contreparties immédiates et en traitant la puissance comme un actif monnayable plutôt qu'un bien public global, Washington inverse explicitement le récit d'une Amérique « indispensable » garante de normes collectives. Le droit international, les institutions multilatérales et les garde-fous historiques deviennent des contraintes optionnelles, subordonnées à l'intérêt national immédiat.